

L'UEO pourrait jouer un rôle important

BRUXELLES

de notre correspondant

Les Français, affirme un officier de la cellule de planification de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), ont découvert au Rwanda « des besoins d'une ampleur encore plus grande que ce qu'ils imaginaient ». Du coup, avant même que l'on connaisse la réponse qui sera faite par les pays membres aux demandes d'aides diverses formulées ou à formuler prochainement par Paris, on pense ici que l'UEO est appelée à jouer au Rwanda un rôle plus considérable qu'elle ne l'a déjà fait en ex-Yougoslavie et en Somalie. L'hypothèse d'une réunion du conseil de l'UEO au niveau ministériel pour examiner la question est envisagée.

L'idée agitée par certains, après que François Léotard eut souligné au Rwanda la nécessité de nouveaux concours, est que la France pourrait mettre l'Europe en face de ses responsabilités s'il apparaissait nécessaire de faire un véritable effort collectif en attendant l'hypothétique relève par la MINUAR 2, la mission d'intervention des Nations unies au Rwanda. Après avoir assumé seule les risques militaires du début de l'intervention, la France aura sans doute besoin de concours matériels importants, concours qui pourraient venir plus facilement une fois établie la pureté de ses intentions.

Dans l'immédiat, l'organe de l'UEO le plus actif est la cellule de planification, qui compte une quarantaine de personnes, des militaires pour la plupart. Chaque Etat membre est représenté par trois officiers (un pour chaque arme). Ceux-ci agissent non pas en tant que représentants de leurs pays respectifs, comme les ambassadeurs présents au conseil,

mais en leur qualité de spécialistes dans une espèce d'état-major multinational.

La cellule n'est pas un organe de commandement sur le terrain mais un moyen de planification et de concertation. Elle est notamment chargée de fournir des avis au conseil de l'UEO sur la faisabilité de telle ou telle opération et de coordonner la préparation du déploiement de forces sous l'égide de l'UEO jusqu'à ce qu'une mission soit éventuellement confiée à un état-major interarmées.

Un test pour l'Europe

« Une décision prise par l'état-major français peut demander une transcription adaptée aux cultures militaires et aux méthodes de nos partenaires », explique un expert français. D'où la nécessité de ces contacts, même dans la phase exploratoire de l'intervention française. Depuis le début des événements, la cellule de planification est représentée à l'état-major général français par un officier portugais. Celui-ci sera ensuite relevé par un autre Européen. Il est probable qu'un officier français viendra de Paris à Bruxelles pour faciliter « la phase interactive ».

Plus qu'en Somalie, où les Américains menaient le jeu, le Rwanda pourrait être un test sur la capacité d'action commune des Européens face aux drames africains présents ou à venir. Pour une fois, il n'y aurait pas « conflit d'intérêts » entre la vocation européenne de la France et sa vocation africaine. A condition que ses partenaires, notamment britanniques, l'acceptent.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE